

Lyon : ne pas céder aux récupérations indignes

Quentin Deranque, un militant fasciste, est décédé le 14 février après avoir été violemment frappé deux jours plus tôt au terme d'un affrontement avec des militant·es antifascistes en marge d'une action du groupe identitaire Némesis contre une conférence à l'IEP de Lyon. La mort d'un homme suite à un déchaînement de violences est un drame et un échec social collectif.

Aussitôt s'est mise en mouvement une indécente opération de récupération politique. Pourtant, loin du récit médiatique dominant des premiers jours nourris du témoignage de militant·es d'extrême droite, tout semble indiquer que le groupe auquel appartenait Quentin Deranque s'était posté armé, masqué, habillé de noir, aux abords d'une conférence organisée par des étudiant·es de l'IEP de Lyon avec le projet manifeste de procéder à des agressions violentes.

L'Union syndicale Solidaires rappelle qu'elle combat syndicalement l'extrême droite et ses idées : absences de libertés publiques, désignation de boucs émissaires, racisme, antisémitisme, xénophobie, homophobie, transphobie... Tant par son projet politique au service du patronat que par sa volonté de semer la division et la haine, l'extrême droite est l'ennemie des travailleurs et travailleuses qui doivent s'organiser pour la combattre. L'extrême droite est par ailleurs l'ennemi des travailleurs·euses avec une politique au service du patronat.

Ce drame est la conséquence d'un laisser-faire coupable. Depuis près de 15 ans, Lyon est la capitale des violences d'extrême droite : personnes blessé·es, devantures de librairies brisées, locaux syndicaux dégradés. Ces faits sont régulièrement dénoncés par les organisations progressistes de la ville qui ne peuvent s'exprimer sereinement. C'est en réaction à cette situation que se forment des groupes antifascistes.

L'Union syndicale Solidaires a eu l'occasion d'observer de près les méthodes du groupe xénophobe et raciste Némesis lors de ses provocations à l'occasion des manifestations du 8 mars, du 25 novembre dans plusieurs villes, ou lors du meeting unitaire de juin 2024. Nos camarades qui participaient à l'encadrement de la manifestation féministe parisienne du 25 novembre 2021 se sont ainsi retrouvé·es confronté·es à un groupe d'homme armés.

À Paris, le Préfet de police, aujourd'hui ministre de l'intérieur, va jusqu'à imposer la présence de Némesis dans les manifestations féministes. Un large collectif d'organisations alertait encore à ce sujet dans un courrier au préfet du 11 décembre 2025. Cette stratégie de la tension est irresponsable, tout comme les propos de responsables politiques qui visent à jeter de l'huile sur le feu et désigner à la vindicte des responsables. Pourtant l'extrême droite porte la responsabilité de très nombreuses morts violentes : au moins 9 ces 4 dernières années. Nous n'oubliions pas notre camarade Clément Méric tombé sous les coups de militants néo-nazis armés de poings américains en juin 2013. Ces attitudes légitiment les violences que l'extrême droite multiplie depuis vendredi, qui visent les antifascistes mais également les minorités ou des personnes identifiées comme progressistes.

Les locaux de notre Union départementale du Rhône ont ainsi fait l'objet d'une attaque dans la nuit du 14 au 15 février tout comme une mosquée et de nombreuses permanences parlementaires tandis

que plusieurs agressions ont eu lieu partout en France. Des menaces de mort ont été émises à l'encontre de militant·es du mouvement social.

L'Union syndicale Solidaires dénonce ces intimidations qui visent à tenter de museler les forces du progrès social et l'antifascisme. Elle assure de sa totale solidarité celles et ceux qui en sont victimes. Elle appelle à la vigilance partout face aux groupuscules fascistes. Elle remercie les nombreuses structures syndicales, associatives et politiques qui ont exprimé leur solidarité avec l'union départementale du Rhône attaquée. Cet élan de solidarité confirme que c'est dans l'unité de notre camp social que se trouve la seule issue. Nous refusons la criminalisation de l'antifascisme : il est plus que jamais nécessaire.

Paris, le 17 février 2026